

N° 316
DU 22/03/2019

ARRET CIVIL
CONTRADICTOIRE

3ème CHAMBRE CIVILE,
ADMINISTRATIVE ET
COMMERCIALE

AFFAIRE :

Monsieur FIAN Jean Yves Oswol

C/

Monsieur TAMBOURA Hamadou

Me SORO Wignan

GREFFE DE LA COUR
D'APPEL D'ABIDJAN
SERVICE INFORMATIQUE
24 JUIN 2019

24,000
COUR D'APPEL D'ABIDJAN

TROISIEME CHAMBRE CIVILE,
ADMINISTRATIVE ET COMMERCIALE

AUDIENCE DU VENDREDI 22 MARS 2019

La troisième chambre civile et administrative de la Cour d'Appel d'Abidjan, en son audience publique ordinaire du vendredi vingt deux mars deux mil dix-neuf à laquelle siégeaient :

Madame **TIENDAGA Gisèle**, Président de Chambre, Président ;

Monsieur **TOURE Mamadou** et Monsieur **N'DRI Kouadjo Maurice**, Conseillers à la Cour, Membres ;

Avec l'assistance de Maître **N'GORAN Yao Mathias**, Greffier ;

A rendu l'arrêt dont la teneur suit dans la cause ;

ENTRE :

Monsieur FIAN Jean Yves Oswold, né le 17 juillet 1979 à ADIAKE, de nationalité Ivoirienne, Commerçant, demeurant à ADIAKE, cél : 01 35 18 46 ;

APPELANT ;

Comparant et concluant en personne ;

D'UNE PART ;

Et :

Monsieur TAMBOURA Hamadou, né le 10 mars 1970 à SEVARE, Opérateur économique, de nationalité malienne, domicilié à BONOUA ;

INTIME

Représenté et concluant par Maître SORO Wignan, Avocat à la cour ;

D'AUTRE PART



**GROSSE
EXPEDITION**

Délivrée, le 13/08/2019
à M. TAMBOURA Hamadou

1

Sans que les présentes qualités puissent nuire ni préjudicier en quoi que ce soit aux droits et intérêts respectifs des parties en cause, mais au contraire et sous les plus expresses réserves des faits et de droit ;

FAITS : La Section de Tribunal d'ABOISSO, statuant en la cause, en matière civile, a rendu le jugement n°006/18 du **17 janvier 2018**, aux qualités duquel, il convient de reporter ;

Par exploit d'huissier en date du **14 février 2018**, monsieur FIAN Jean Yves Oswald déclare interjeter appel du jugement sus-énoncé et a, par le même exploit assigné monsieur TAMBOURA Hamadou à comparaître par devant la Cour de ce siège à l'audience du **09 mars 2018**, pour entendre infirmer ledit jugement ;

Sur cette assignation, la cause a été inscrite sur le Rôle Général du Greffe de la Cour sous le n° **392** de l'an **2018** ;

Appelé à l'audience sus-indiquée, la cause après des renvois a été utilement retenue le vendredi **30 novembre 2018**, sur les pièces, conclusions écrites et orales des parties ;

DROIT : En cet état, la cause présentait à juger les points de droit résultant des pièces, des conclusions écrites et orales des parties ;

La Cour a mis l'affaire en délibéré pour rendre son arrêt à l'audience du **22 mars 2019** ;

Advenue l'audience de ce jour **22 mars 2019**, la Cour vidant son délibéré conformément à la loi, a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR

Vu les pièces du dossier ;

Oùï les parties en leurs demandes, fins et conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES

Par exploit du 14 février 2018, monsieur Fian Jean Yves Oswald a assigné monsieur TAMBOURA Hamadou devant la juridiction de ce siège pour entendre infirmer le jugement civil contradictoire n° 006/18 du 17 janvier 2017 rendu par la Section de Tribunal d'Aboisso lequel en la cause a statué comme suit :

« Statuant publiquement, contradictoirement en matière civile et en premier ressort ;

Dit que le tribunal est incompétent pour statuer sur la demande de dommages-intérêts ;

Reçoit monsieur fian Jean Yves Oswald en son opposition ;

Au fond

L'y dit cependant mal fondé et l'en déboute ;

Le condamne à payer à monsieur TAMBOURA Hamadou la somme de 4.800,000 francs

CFA ;

Ordonne l'exécution provisoire de la décision ;

Met les dépens à sa charge. »

Monsieur Fian Jean Yves Oswald énonce à l'appui de son action avoir acheté suivant contrat de vente en date du 25 mars 2016, entre les mains de monsieur TAMBOURA Hamadou, une boulangerie, le matériel d'exploitation y afférent et une supérette pour un montant de 21.000.000 francs CFA ;

Il indique que monsieur TAMBOURA s'est opposé au fait que le matériel cédé fasse l'objet d'essais afin d'en vérifier le bon état ;

Il souligne avoir effectué plusieurs paiements, entre les mains du vendeur si bien qu'il restait devoir la somme de 4.800.000 francs CFA. ;

Il affirme qu'en cours d'exploitation, ayant constaté des anomalies et dysfonctionnements relativement aux matériels, et aux compteurs d'eau et d'électricité, il a informé l'intimé lequel lui a promis une compensation ;

Alors qu'il s'efforçait de résoudre les problèmes en vue de redémarrer son activité, avance-t-il, l'intimé lui servait une ordonnance d'injonction de payer en date du 17 août 2017 ;

Il ajoute que la section de Tribunal d'Aboisso l'a débouté de l'opposition qu'il a formée contre ladite ordonnance ;

Il allègue que l'intimé n'ignorant pas les vices qui ont affecté le bon fonctionnement de la boulangerie, il estime que celui-ci doit être débouté de son action en d'injonction de payer, et condamner au paiement de la somme de 36.120.000 FCFA au titre de dommages-intérêts ;

L'intimé, pour sa part, n'a ni comparu, ni conclu ;

LES MOTIFS

Sur le caractère de la décision

L'intimé ayant eu connaissance de la procédure, il convient de statuer par arrêt contradictoire conformément à l'article 144 du code de procédure civile, commerciale et administrative ;

Sur la recevabilité de l'appel

Aux termes de l'article 15 de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, « la décision rendue sur opposition est susceptible d'appel dans les conditions du droit national de chaque Etat partie. Toutefois, le délai d'appel est de trente jours à compter de la date de cette décision » ;

En l'espèce, monsieur Fian Jean Yves Oswald a relevé appel le 14 février 2018 d'une décision rendue sur opposition le 17 janvier 2018 ;

Ledit appel ayant été interjeté dans les forme et délai légaux, il sied de le déclarer recevable ;

AU FOND

Sur le paiement de la créance

Aux termes des dispositions de l'article 1315 du Code Civil, « celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver ;

Réciproquement, celui qui se prétend libérer, doit justifier le payement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation » ;

Il ressort ainsi de l'alinéa 2 de l'article précité, que la charge de la preuve

incombe à celui qui se prétend libérer d'une obligation ;

Pour obtenir l'infirmerie du jugement attaqué, l'appelant s'estime libérer de sa dette envers l'intimé en ce sens qu'en raison des vices cachés affectant la vente, il a été contraint d'effectuer plusieurs dépenses en vue de redémarrer son activité ; Au soutien de ses allégations, il verse aux débats plusieurs pièces notamment des reçus de paiement, un échéancier de paiement à lui servi par la Compagnie Ivoirienne d'Electricité, un exploit de transmission d'une mise en demeure avant poursuites à lui délivré par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale ;

Toutefois, ces documents ne mettent nullement en évidence l'existence des vices cachés allégués par l'appelant ;

En effet, l'appelant ne produisant aucun constat objectif établissant la réalité desdits vices, ce moyen doit être rejeté comme étant inopérant ;

En tout état de cause, il est constant comme résultant des propres déclarations de l'appelant qu'après avoir effectué plusieurs paiements, il reste devoir la somme reliquataire de 4.800.000 francs CFA à l'intimé ;

De ce fait, en jugeant qu'à défaut de la preuve du paiement de ladite somme, son opposition est mal fondée, le premier juge a fait une saine appréciation des circonstances de la cause et une bonne application de la loi ;

Il y a lieu de confirmer le jugement critiqué sur ce point ;

Sur le paiement de la somme de 36.120.000 francs CFA au titre de dommages-intérêts

Aux termes de l'article 14 de l'Acte Uniforme précité, « la décision de la juridiction saisie sur opposition se substitue à la décision portant injonction de payer ; »

Il infère que le tribunal saisi sur opposition d'une ordonnance d'injonction, se prononce sur l'entière du litige, c'est-à-dire sur la demande en paiement proprement dite ;

Dès lors, le tribunal ne peut se prononcer sur une demande autre que celle relative au bien fondé de la demande en paiement contenue dans l'ordonnance portant injonction de payer querellée ;

Il convient donc de déclarer l'appelant mal fondé en sa demande en paiement de dommages-intérêts et confirmer le jugement querellé sur ce point par substitution de motifs ;

Sur les dépens

Monsieur Fian Jean Yves Oswald succombant, il y a lieu de mettre les dépens à sa charge ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière civile et en dernier ressort ;

En la forme

Déclare Monsieur Fian Jean Yves Oswald recevable en son appel du jugement



Enregistrement et du Timbre
Le Chef du Domaine de

RECU: Vingt quatre mille francs

N. 1170 Bord 1170
REGISTRE A L'AN 1170

ENREGISTREMENT A L'AN 1170

D'E: 34.000 francs

VI: 0058588

civil contradictoire n° 006/18 du 17 janvier 2017 rendue par la Section de Tribunal d'Aboisso ;

AU FOND

L'y dit mal fondé ;
L'en déboute ;

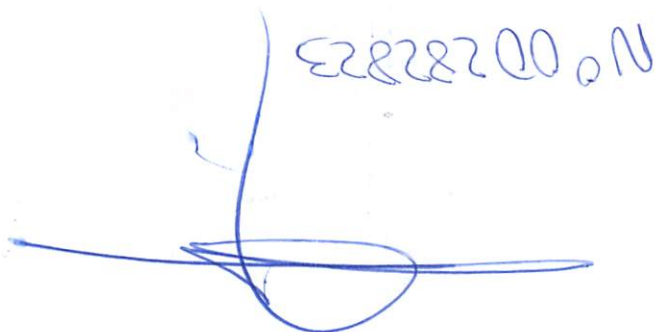
Confirme le jugement querellé ;

Condamne l'appelant aux dépens.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement par la 3^{ème} chambre civile et commerciale de la cour d'appel d'Abidjan, les jour, mois et an que dessus ;
ET ONT SIGNÉ LE PRESIDENT ET LE GREFFIER.



N° 00282823



D.F: 24.000 francs
ENREGISTRE AU PLATEAU
Le 17 JUIL 2019
REGISTRE A.J. Vol. 138, F. 35
N° Bord. 138.163
RECÛ: Vingt quatre mille francs
Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et du Timbre

